

BLOCS
DE CHIRURGIE

La France saignée à blanc

De nouvelles fermetures de services sont programmées par un gouvernement à l'optique comptable, continuant à démembrer le système de santé publique.

Les services de chirurgie opérant moins de 1500 personnes par an sont menacés de fermeture par un projet du gouvernement dévoilé dans la presse début juillet. Plus d'une cinquantaine en ferait les frais. Le ministère de la Santé a confirmé la préparation d'un décret dans ce sens. Un «nouveau coup porté aux hôpitaux de proximité», selon FO Santé, Fédération des personnels des Services publics et des Services de Santé. Pour son Secrétaire général, Didier Bernus, «on invoque de prétendues normes de sécurité pour légitimer un projet qui n'a qu'un seul but: faire des économies. Et cela sans prendre en compte le fait que ces services, même petits, répondent à de véritables besoins». La mise en coupe réglée, pour des raisons économiques, de la santé publique distend dangereusement le maillage national.

DÉSERT CHIRURGICAL

Un décret qui ne serait rien d'autre que «le désert chirurgical organisé dans le milieu rural, l'impossibilité d'absorber l'activité de ces hôpitaux par les établissements restants et donc un risque sanitaire», estime le syndicat FO de l'hôpital de Brioude, en Haute-Loire, lui aussi menacé. Ce dernier déplore les «contraintes de rentabilité imposées aux hôpitaux, ce qui est contraire à la notion de service public. Pourtant, le service chirurgie de Brioude a une activité financièrement bénéficiaire». Dans la Creuse, plusieurs centaines de maires du département et de tous bords politiques se sont réunis pour exiger la réouverture du service de radiothérapie de l'hôpital de Guéret, votant même un plan d'actions de rupture avec l'État, qui instaure l'«inégalité face à la mort et la souffrance», selon le président du conseil général, qui juge que «le pacte républicain est rompu».

